

Intervention de Sabine Eckart

Coordinatrice projets migrations, medico international

Lors du rencontre de Lancement du Mouvement Euro-Méditerranéen de solidarité avec les personnes en situation d'exil, initiée par AMEL et Samu Social International

12 Juin 2018 à Rome

Bonjour!

Je félicite les initiateurs de cette série de séminaires très importante pour créer une réflexion et dynamique méditerranéenne-européenne. Il était grand temps !

Je vous remercie de l'invitation et je regrette ne pas avoir été en mesure d'être avec vous à Paris et à Athènes. Je m'excuse donc, si je repète éventuellement des choses qui ont déjà été dit au consenties.

Medico international est une ONG allemande, luttant pour les droits humains, notamment le droit à la santé pour tous. Célébrant ses 50 ans cette année, medico est à côté des réfugiés depuis plus que 40 ans, soit en Algérie, en Palestine, au Liban ou en Allemagne. Depuis les années 1980, medico coopère avec AMEL – notamment par rapport au soutien aux réfugiés Palestiniens et Syriens au Liban. Depuis lors, nous nous intéressons aussi à la défense des droits des migrants. Conjointement avec nos réseaux transnationaux des partenaires en Afrique, Amérique Latine, Asie, au Moyen Orient et en Europe, nous observons et critiquons les politiques migratoires, basées sur une **stratégie d'externalisation**.

Cette stratégie même demande en réponse une **approche transnationale de travail en réseau**, étant donné que **les mêmes stratégies et instruments sont de plus en plus reproduits par des pays, traditionnellement accueillants**. Dans de plus en plus de pays, ces stratégies d'externalisation et de la **sous-traitance** (*des contrôles des frontières, de l'accueil des réfugiés et des migrants, des expulsés, refoulés et découragés*) s'associent à un **affaiblissement des droits humains** et une **violence structurelle** contre migrants et réfugiés – de la part des institutions étatiques comme de la part des populations.

Pour medico, le **droit à la mobilité** se matérialise dans la revendication du **droit de partir et du droit de rester - comme un libre choix et en dignité** - comme deux faces d'une même médaille.

Ce qui est nommé **“Crise migratoire”** nous renvoie aux **crises structurelles**, pour lesquelles l'Europe et ses Etats membres ont une **responsabilité** significative. Elle est tout d'abord le

résultat d'une **crise de la solidarité** entre l'Europe et les populations appauvries et gouvernées par des autocrates ou des clans corrompus – souvent par leurs partenaires Européens. La crise de la solidarité avec les voisins de l'Europe et à l'intérieur de l'Europe même est le prolongement de cette crise de la solidarité à l'échelle global - et à la base des **politiques de l'externalisation**. Les pays riches du Nord global vivent au dépens des populations des pays du Sud global, **leur mode de vie impérial** étant basé sur **l'externalisation** (*des coûts écologiques de leurs modes de consommation et de production, en passant par le profit tiré de la traite des armes allant à d'autres causes poussant des réfugiés et migrants de partir jusqu'à l'externalisation des réfugiés et migrants mêmes - soit à travers le système Dublin vers les pays au bord de l'Europe, vers des pays d'origine déclarés « sûrs » ou bien en les bloquant dans des pays de transit*).

Ceux, qui - malgré toutes les mesures prises pour les tenir en dehors de l'Europe à travers la gestion des frontières et des partenariats douteux - arrivent à l'intérieur de l'Europe, on a décidé de les faire retourner le plus rapidement possible. **Le paradigme du retour** est devenu primordiale dans les discours politiques ainsi que dans les pratiques - soit en incitant un retour dit « volontaire » pour anticiper l'expulsion, soit par l'expulsion même.

Les politiques migratoires pratiquées et octroyées par l'Europe renforcent cette crise de la solidarité et produisent des nouvelles vulnérabilités:

- Réfugiés et migrants se trouvent de plus en plus **bloqués** dans des pays ne disposant pas des systèmes de protection suffisants et des services publiques répondant même pas aux besoins de leurs populations
- *Pourtant, nous constatons une solidarité beaucoup plus forte dans ces pays avec une importante population vulnérabilisée que dans les pays Européens plus riches*
- Une **stigmatisation** croissante des réfugiés et migrants suite à une **mise à la compétition** pour l'accès aux services insuffisantes : au lieu de se solidariser pour lutter pour une amélioration des services (*logements abordables, soins de qualité*) **pour tous**, on perçoit les réfugiés concurrent pour les mêmes besoins
- A ceci s'ajoutent les discours officiels et les pratiques sur le **retour dit « volontaire »** et les **expulsions** pas seulement aux pays d'origine, mais aussi à des **pays tiers** – soit en dehors ou à l'intérieur de l'Europe (*Dublin*), ce qui fait que les migrants et réfugiés se trouvent dans des **sociétés débordées sans structures d'accueil adéquates** (*Grèce, Maroc*)
- Il en résultent des **solutions temporaires et insuffisantes** (souvent à long terme) **ne visant pas une intégration économique, sociale ou même politique**
- Des **systèmes des services parallèles** sont inventés: p.ex. pour les soins mentaux (à deux vitesses) – souvent sous-traitées à des acteurs non-étatiques
- Des **systèmes des soins de deux classes** (*thérapies accélérés*) pour accélérer le retour ou l'expulsion
- Des **personnes vulnérables** sont **expulsé dans des conditions inadmissibles** : P.ex. *Femme enceinte déportée de l'Allemagne en Italie juste avant que sa période de la protection maternelle en Allemagne ne commence,*

- Leur **vulnérabilisation** est encore accentuée à travers la **criminalisation** des migrants et de ceux qui les soutiennent,
- Et par une « **irrégularisation** » à travers des nouvelles lois pauvrement communiqués et un statut en **insécurité permanente**

Ainsi, l'Europe crée des nouvelles vulnérabilités, pas seulement parmi les réfugiés et les migrants, les pays de transit et d'accueil aux bords de l'Europe, mais **aussi à l'intérieure de leurs propres sociétés** et entre celles-ci. L'Europe et beaucoup de pays Européens, sont de plus en plus pris otage par des **populistes et des extrémistes** de la droite (et d'une gauche pragmatique, qui se veut « réaliste »), qui proclament de plus en plus fortement les **limites de la solidarité**, en ignorant que les **couches appauvries et marginalisées de leur population** considérée « **autochtone** » souffrent des **mêmes faiblesses structurelles** de ce que j'appellerais leurs **sociétés d'externalisation à l'interne**.

Il s'agit donc, de **ne pas accepter les discours et politiques qui réclament que migrants et réfugiés pèsent sur les systèmes sociaux et les services de base des pays de transit ou d'accueil, mais plutôt de les développer en sorte, qu'ils soit accessibles à toutes les couches des sociétés d'origine, de transit et d'accueil – ainsi qu'aux réfugiés et migrants résidant ou en transit sur leur territoire.**

Ce qui est perçue comme « crise migratoire », est donc une **crise de distribution sociale à l'intérieure comme entre les sociétés**. Il s'agit donc, de **mobiliser les marginalisés de réclamer leurs droits, en s'associant, en (re-)devenant acteurs politiques : populations autochtones comme réfugiés et migrants** entre eux et réciproquement. **Ne pas accepter le tri, les catégorisations des êtres humains et des systèmes et services à deux classes, mais demander une répartition des ressources nationales et globales au profit de tous.**

Commencer aux **niveau communale** pourrait être un début - et serait peut-être l'approche le plus prometteur - tel qu'il est proposé par Gesine Schwan (une Socialdémocrate allemande et ancienne candidate à la Présidence de l'Allemagne), qui propose d'encourager des communes à accueillir des réfugiés en leur proposant des **fonds Européens** pour développer leurs communes et leurs services pour tous y résidant.

En même temps, les dynamiques observées dans tous les pays de transit et d'accueil se reproduisent selon **les mêmes modèles**, s'accélèrent et se pervertissent. Une **perspective transnationale** est d'autant plus important. Ainsi qu'un **élargissement de la perspective au-delà du bassin méditerranéen**.

Plus concrètement, il s'agit de :

- **renforcer l'auto-organisation des migrants et des réseaux de solidarité partout:** (Grèce, Balkans, Allemagne, Afrique de l'Ouest, ...) :
- ainsi que **la solidarité et l'entre-aide entre migrants et réfugiés contre l'isolement et l'individualisation**
- créer des **espaces** de rencontre et d'organisation (City Plaza, refuges gérés par des migrants / expulsés)



- collecter des informations, **informer** le publique, **scandaliser et mobiliser** la solidarité (Alarmphone, Alarmphone Sahara, Moving Europe)
- **lutter pour l'inclusion des réfugiés dans les services de base et marchés de travail / écoles nationales** - au lieu de créer des systèmes ou structures parallèles, des services de deuxième classe ou des marchés de travail parallèles (Allemagne, Liban, ...) souvent exploitant : *p.ex. Campagne pour une carte donnant accès au système de la santé publique à tous les migrants (elle baisse les barrières pour les migrants et réfugiés, est plus économique, demande moins d'administration).*
- ne pas assumer **les responsabilités de l'Etat** mais exiger que les Etats assument leurs responsabilités
- D'un point de vu Européen : **ne pas externaliser la responsabilité** aux bords de l'Europe (*bassin méditerranéen, mais aussi : Balkans, Turquie, Afrique de l'Ouest*), mais **être à l' hauteur de la responsabilité de l'Europe** (aussi par rapport aux causes réelles des mouvements des réfugiés et des migrants)

Qu'est-ce que cela signifie pour les stratégies et pratiques empruntées par une organisation comme medico ?

- Tout d'abord, nous ne travaillons pas pour, mais **avec des marginalisés : développons des stratégies ensemble** (ce qui –certes - n'est pas toujours facile et ce ne va pas d'un jour à l'autre, mais, c'est plus adéquate, digne et durable)
- Nous essayons de soutenir la **mobilisation de la solidarité à leur échelle**
- P.ex. :
 - Nous soutenons et renforçons **l'auto-organisation et l'auto-gestion** des réfugiés et migrants (où possible) : aux campements des réfugiés saharouis et palestiniens, au Mali, au Maroc, en Amérique Centrale ou en Grèce, ...
 - Nous encourageons **l'échange et l'entre-aide entre différents groupes de migrants**
 - Nous soutenons la **solidarité entre populations locales et migrants** : l'Hotel City Plaza à Athènes, que nous considérons comme projet modèle de la solidarité entre réfugiés et population locale, ou La Caravane des parents à la recherche des migrants de l'Amérique Centrale disparus au Mexique – et à l'inverse (migrants et expulsés au Mali soutenant des déplacés internes au Mali en 2012/2013) en servent d'exemples
 - Nous soutenons le **soutien des réfugiés à des réfugiés**
 - Ou bien **des migrants aux migrants, des refoulés ou refoulés, des expulsés aux expulsés** : Association Malienne des Expulsés (AME), Association des Refoulés d'Afrique Centrale au Mali (ARACEM), ou l'Association des Réfugiés Congolais au Maroc (ARCOM) qui y gère un refuge pour des femmes réfugiés au Maroc et leurs enfants
 - Nous encourageons la **coopération entre organisations de solidarité au niveau sous-régionale** (Balkan, Sahel) et régional (Alarmphone Méditerranée)



- Facilitons des **enquêtes, recherches et documentations** en collaboration avec nos partenaires, en
 - Aidant à **montrer les effets des politiques migratoires sur les routes et dans les pays de transit et de blocage** : p.ex. Etude « A l'ombre de la citadelle », projet « Moving Europe » sur la route des Balkans ou « Alarmephone » (en Méditerranée comme au Sahel)
 - En dénonçant les **effets des politiques de retour** : par un projet enquêtant et documentant la situation des personnes ayant été retournées en Afghanistan et les effets de ces politiques de retour pas seulement sur la sécurité et la dignité des personnes concernées, mais aussi sur la légitimité de l'Etat Afghan et de ses institutions– déjà très affaiblis.
 - **En soutenant le travail en réseau** des organisations de la défense des droits des migrants et des réfugiés, afin de se soutenir réciproquement en cas de répression Etatique de leur travail dans leurs pays

Ce travail est basé sur les principes suivantes :

. basé sur les droits (rights-based approach) :

- Réclamant les **mêmes droits** pour tous partout
- Refusant la **catégorisation** des êtres humains
- Ainsi que des **systèmes parallèles ou de deux classes ou à deux vitesses**

. et le partage des mêmes valeurs :

- La reconnaissance de la **liberté de la circulation**
- le **refus du remplacement de l'Etat** dans la prestation des services (au moins à long terme là où la situation humanitaire ne le permet pas)
- ainsi que le refus de devenir **prestataire dans l'infrastructure des expulsions** (càd le bras humanitaire des expulsions ou bien du retour dit « volontaire »)

Ce travail n'est pas toujours libre des **contradictions et des dilemmes** (je dois l'admettre), mais si nous faisons attention à **ne pas nous laisser trainer dans des faux discours** (du genre migration « illégale », les quotas, ...) **ou des pratiques de réparation d'un système fonctionnant sur base de l'exclusion, de la stigmatisation, le tri et la dé-solidarisation**, nous nous approchons au moins à une **vision et à une pratique politique plus humaines, justes et adéquates** - en incluant les soucis de survie et de dignité des marginalisés en exile comme de celles et ceux considérés « autochtones ». Mais, pour avoir un effet, il faudra aussi sortir de nos milieux (des humanistes). Le grand défi est de gagner aussi celles et ceux auxquels nous n'avons pas encore accès.

Je vous remercie !